

RAPPORT

COMMISSION LOCALE DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)

Du 10/01/2017

- Article 1. Les charges transférées et attributions de compensation au 31/12/2016
- Article 2. Modifications du transfert de charges
- Article 3. Evaluation des charges transférées 2017



Article 1. Les charges transférées et attributions de compensation au 31/12/2016

En séance du 24 février 2014, la CLECT de la 3CAG a proposé le principe de calcul pour l'estimation des charges transférées à la 3CAG et a soumis au vote les attributions par commune, le principe n'ayant pas levé d'observations.

Le tableau des attributions de compensation présenté est joint en annexe 1. Le principe voté à l'unanimité se base sur le km voirie, il fut adopté une charge du kilomètre voirie en investissement évaluée à 974.66€ et 457.35€ du kilomètre voirie en fonctionnement.

Le rapport de la commission expliquant cette évaluation, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C, a été transmis pour validation aux conseils municipaux des communes membres et fut approuvé. Il fut ensuite approuvé en assemblée communautaire du 23/09/2014.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015 entraîne une modification des compétences des EPCI. L'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2016 entérine ces nouvelles compétences, au 1^{er} janvier 2017.

Deux communes de la Communauté ont délibéré pour augmenter le kilomètre voirie transférée.

Au vu de ces nouveaux éléments, la commission doit réévaluer le transfert pour examiner les incidences de ces nouvelles compétences et du linéaire de voirie.

Article 2. Modification des compétences au 1/01/2017

L'incidence de la loi Notré sur la 3CAG est la modification des compétences comme il suit :

- le renforcement de la compétence économique
- l'aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- la collecte et le traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

Le développement économique :

Le renforcement de la compétence économique résulte de la disparition de la notion d'intérêt communautaire et du transfert automatique des zones d'activité dans son sens le plus large.

Cette modification n'entraîne pas de nouvelles charges transférées à la Communauté, antérieurement à la charge des communes. Il n'y a donc pas d'incidence sur le transfert tel qu'il fut décidé en 2014.

L'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage :

Aucune commune, au 31/12/2016, ne disposait ni ne gérât d'aires d'accueil des gens du voyage. Cette prise de compétence ne génère donc pas de nouvelles charges transférées de la part des communes membres.

La collecte et le traitement des déchets des ménages et déchets assimilés :

Jusqu'au 31/12/2016, la collecte et le traitement des déchets était une compétence communale, que ces dernières avaient transféré aux SICTOM. Ceux-ci assuraient le service et le finançaient en instaurant la TEOM.

Cette compétence devenant une compétence obligatoire pour les EPCI, les communes en sont dessaisies et les EPCI ont soit la possibilité de gérer cette compétence en régie ou d'adhérer aux SICTOMS. Sur le territoire de la 3CAG, deux SICTOMS interviennent pour l'exercice de cette compétence, le SICTOM EST et le SICTOM SUD EST, tout deux ayant instauré la TEOM.

Vu les discussions préalables en commission et en assemblée de conserver le fonctionnement actuel et de confier l'exercice de cette compétence aux SICTOMS, la 3CAG soumettra au vote lors du prochain conseil communautaire de percevoir la TEOM en lieu et place des SICTOMS. La 3CAG réglera la cotisation que les SICTOMS solliciteront. Il n'y a, en l'espèce, pas de transfert de charges des communes à la Communauté. L'entretien des aires de containers sera examiné au cours de l'année.

Augmentation du kilomètre voirie transférée :

La Commune de Gimont, par délibération en date du 19/10/2016 a modifié le kilomètre voirie transférée et passe de 29 kilomètres 17 à 31 kilomètres 88.

La commune de Saint Martin Gimois, par délibérations en date du 15/03/2016 et du 21/12/2016 a modifié le kilomètre voirie transférée et passe de 11 kilomètres 50 à 13 kilomètres 28.

Ces deux modifications entraînent une modification du tableau des charges transférées et des attributions de compensation.

Article 3. Evaluation des charges transférées 2017

Suite à la demande de la commune de Gimont et de la commune de Saint Martin Gimois, le tableau des charges transférées est modifié comme il suit. **Annexe 2**

Conformément aux dispositions du 1^{er} bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibération concordante du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la *Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges*.

L'évaluation modifiée au vu des modifications 2017 présente :

- 437.11 kilomètres de voirie transférée ;
- un montant de charges transférées de 625 945.89€ ;
- un montant d'attributions de compensation versé aux communes de 739 154.61€ ;
- un montant d'attributions de compensation versé par les communes de 350 799.35€ ;
- un montant de recette perçue en lieu et place des communes inchangées soit 1 014 301.25€.

Monsieur le Président de la CLECT invite donc les membres présents à délibérer sur les principes ci-dessus présentés :

- Le transfert des compétences au 1^{er}/01/2017 conformément à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015 ne génère pas de modification de transfert de charges.
 - o Adopté à l'unanimité
- La modification du kilomètre voirie transférée par les communes de Gimont et Saint Martin Gimois entraîne une nouvelle évaluation des charges transférées et par conséquent une modification du montant des attributions de compensation pour les communes concernées.
 - o Adopté à l'unanimité.

CLECT - 2014

annexe 1

COMMUNES	Date	Transfert	TRANSFERT de CHARGES	Recette transférée	Attribution Compensat* + 73921	Attribution Compensat* - 7321
	PV	KM 2014				
ANSAN	15/07/2002	8,48	12 143,44	168,30		11 975,14
AUBIET	24/10/2012	35,56	50 922,28	13 489,76		37 432,52
AURIMONT	24/08/2007	8,85	12 386,89	606,00		11 780,89
BEDECHAN	2014	8,85	12 386,89	6,49		12 380,40
BETCAVE A.	2014	10,83	15 508,67	9 814,54		5 694,13
BLANQUEFORT	12/07/2002	2,19	3 136,10	8 295,21	5 159,11	
BOULAU	12/07/2002	10,01	14 334,42	2 271,88		12 062,54
ESCORNEBOEUF	12/07/2002	32,27	46 210,96	22 170,05		24 040,91
GAUJAN	2014	11,20	16 038,51	10 443,61		5 594,90
GIMONT	12/07/2002	29,17	41 771,73	546 400,15	504 628,42	
GISCARO	12/07/2002	5,48	7 847,41	1 406,95		6 440,46
ISLE ARNE	12/07/2002	8,60	12 315,29	2 478,82		9 836,47
JUILLES	24/10/2012	16,08	23 026,72	1 747,37		21 279,35
LAHAS	24/10/2012	20,82	29 814,45	11 575,00		18 239,45
LARTIGUE	2014	19,36	27 723,71	16 117,65		11 606,07
LUSSAN	24/08/2007	16,71	23 928,89	11 615,00		12 313,89
MARSAN	12/07/2002	13,83	19 804,70	6 860,05		12 944,65
MAURENS	12/07/2002	18,23	26 105,54	550,95		25 554,59
MONGAUSY	24/10/2012	7,00	10 024,07	6 473,00		3 551,07
MONTIRON	12/07/2002	14,95	21 408,55	4 019,93		17 388,62
ST CAPRAIS	12/07/2002	8,94	12 802,17	457,80		12 344,37
St Elix d'ASTARAC	2014	8,20	11 742,48	11 500,40		242,08
ST MARTIN GIMOIS	12/07/2002	11,50	16 468,12	18,86		16 449,26
ST MARIE	12/07/2002	19,32	27 666,43	1 224,63		26 441,80
ST SAUVY	12/07/2002	18,81	26 936,11	6 514,91		20 421,20
SARAMON	2014	17,08	24 458,73	176 048,80	151 590,07	
SEMEZIES CACHAN	2014	8,10	11 599,28	28 214,56	16 615,27	
SIMORRE	2014	30,27	43 346,94	100 950,98	57 604,04	
TIRENT PONTEJAC	12/07/2002	8,60	12 315,29	72,61		12 242,68
VILLEFRANCHE d'AS.	2014	3,74	5 355,72	12 787,00	7 431,28	
TOTAL		432,63	619 530,49	1 014 301,25	743 028,19	348 257,43

Références :

Etats communaux 1288 année 2013

Données fiscales transmises par la DDFIP

CGI

valeur du point :

Recherche coh 394 770,77

394 770,77

Valeur du point**1432,01**

1 432,01

CLECT - 2017

Annexe 2

COMMUNES	Date	Transfert	Transfert	TOTAL	TRANSFERT de CHARGES	Recette transférée	Attribution Compensat* + 73921	Attribution Compensat* - 7321
	PV	KM 2014	KM 2017					
ANSAN	15/07/2002	8,48	0,00	8,48	12 143,44	168,30		11 975,14
AUBIET	24/10/2012	35,56	0,00	35,56	50 922,28	13 489,76		37 432,52
AURIMONT	24/08/2007	8,66	0,00	8,66	12 388,89	606,00		11 780,89
BEDECHAN	2014	8,66	0,00	8,66	12 388,89	6,49		12 380,40
BETCAVE A.	2014	10,83	0,00	10,83	15 508,67	9 614,54		5 694,13
BLANQUEFORT	12/07/2002	2,19	0,00	2,19	3 136,10	8 295,21	5 159,11	
BOULAU	12/07/2002	10,01	0,00	10,01	14 334,42	2 271,88		12 062,54
ESCORNEBOEUF	12/07/2002	32,27	0,00	32,27	46 210,96	22 170,05		24 040,91
GAUJAN	2014	11,20	0,00	11,20	16 038,51	10 443,61		5 594,90
GIMONT	12/07/2002	29,17	2,705	31,88	45 645,32	546 400,15	500 754,83	
GISCARO	12/07/2002	5,48	0,00	5,48	7 847,41	1 406,95		6 440,46
ISLE ARNE	12/07/2002	8,80	0,00	8,80	12 315,29	2 478,82		9 836,47
JUILLES	24/10/2012	16,08	0,00	16,08	23 026,72	1 747,37		21 279,35
LAHAS	24/10/2012	20,82	0,00	20,82	29 814,45	11 575,00		18 239,45
LARTIGUE	2014	19,36	0,00	19,36	27 723,71	16 117,65		11 606,07
LUSSAN	24/08/2007	16,71	0,00	16,71	23 928,89	11 615,00		12 313,89
MARSAN	12/07/2002	13,83	0,00	13,83	19 804,70	6 880,05		12 944,65
MAURENS	12/07/2002	18,23	0,00	18,23	26 105,54	550,95		25 554,59
MONGAUSY	24/10/2012	7,00	0,00	7,00	10 024,07	6 473,00		3 551,07
MONTIRON	12/07/2002	14,95	0,00	14,95	21 408,55	4 019,93		17 388,62
ST CAPRAIS	12/07/2002	8,94	0,00	8,94	12 802,17	457,80		12 344,37
St Elix d'ASTARAC	2014	8,20	0,00	8,20	11 742,48	11 500,40		242,08
ST MARTIN GIMOIS	12/07/2002	11,50	1,775	13,28	19 009,93	18,88		18 991,07
ST MARIE	12/07/2002	19,32	0,00	19,32	27 666,43	1 224,63		26 441,80
ST SAUVY	12/07/2002	18,81	0,00	18,81	26 936,11	6 514,91		20 421,20
SARAMON	2014	17,08	0,00	17,08	24 458,73	176 048,80	151 590,07	
SEMEZIES CACHAN	2014	8,10	0,00	8,10	11 599,28	28 214,56	16 615,27	
SIMORRE	2014	30,27	0,00	30,27	43 346,94	100 950,98	57 604,04	
TIRENT PONTEJAC	12/07/2002	8,60	0,00	8,60	12 315,29	72,61		12 242,68
VILLEFRANCHE	2014	3,74	0,00	3,74	5 355,72	12 787,00	7 431,28	
TOTAL		432,63	4,48	437,11	625 945,89	1 014 301,25	739 154,61	350 799,25

Références :

Etats communaux 1288 année 2013

Données fiscales transmises par la DDFIP

CGI

Valeur du point

valeur du point :

Recherche col

388 355,36

1432,01

1 432,01

388 355,36

388 355,36